

OGEC MACHECOUL

Association loi 1901
14 rue des Capucins
44270 MACHECOUL – SAINT MEME

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 août 2024

BRUNO HIVERT / VANESSA VERDIER, pour la société Symbiose Audit
2 rue de la Loge
85035 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Commissaires aux Comptes
Membres de la compagnie régionale Ouest Atlantique



Rapport du Commissaire aux Comptes **sur les Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'Assemblée,

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC MACHECOUL SAINT MEME relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Vos ressources régulières sont constituées des contributions des familles, ainsi que du forfait communal et des subventions départementales, régionales et de l'État. Elles peuvent être dépendantes en tout ou partie des effectifs élèves des différents établissements. Nos travaux ont consisté notamment à rapprocher les produits et les subventions d'investissements, des effectifs ainsi que, par sondages, des documents formalisant l'accord des administrations octroyant ces sommes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III. VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans le rapport financier du conseil d'administration de votre association, et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

IV. RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



V. RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à la Roche-sur-Yon, le 8 Janvier 2025

Pour la société **SYMBIOSE AUDIT**
Les Commissaires Aux Comptes
Bruno HIVERT / Vanessa VERDIER

**Membres de la compagnie régionale
Ouest Atlantique**



ANNEXE AU RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2024



BILAN ACTIF

		Nomenclature 2020 & PCG		Nomenclature 2020 & PCG	
ACTIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	58 137	48 718	9 419	14 486
	- Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58 137	48 718	9 419	14 486
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
I M M O B I L I S E	- Terrains	309 296	117 849	191 448	206 497
	- Constructions	18 012 592	10 226 861	7 785 731	3 779 085
	- Installations techniques, matériel et outillage	1 028 675	819 491	209 184	247 311
	- Amélioration des sols et des milieux	-	-	-	-
	- Autres Immobilisation Corporelles	3 221 625	2 253 870	967 754	939 320
	- Immobilisations corporelles en cours	50 326	-	50 326	3 949 083
	- Avances et acomptes sur immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 622 513	13 418 071	9 204 442	9 121 296
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	42	-	42	42
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	813	-	813	1 364
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	855	-	855	1 406
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	22 681 505	13 466 789	9 214 716	9 137 188
A C T I F	STOCKS ET EN-COURS	30 074	-	30 074	37 216
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	50 477	-	50 477	46 235
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	61 344	3 708	57 635	109 453
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	218 391	-	218 391	333 174
	TOTAL CREANCES	279 734	3 708	276 026	442 627
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	1 528 041	-	1 528 041	1 088 418
C I R C U L A N T	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	34 158	-	34 158	60 251
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 922 484	3 708	1 918 775	1 674 747
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	24 603 988	13 470 497	11 133 491	10 811 935



BILAN PASSIF

PASSIF		Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	1 245 809	1 245 809
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	1 245 809	1 245 809
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Reserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Reserves pour projet de l'entité	458 459	458 459
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	458 459	458 459
	REPORT A NOUVEAU	3 465 690	3 464 144
RESULTAT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	-	1 546
	SITUATION NETTE (Sous-total)	4 779 200	5 169 958
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	1 086 383	1 108 680
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	5 865 583	6 278 638
	FONDS REPORTEES DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	75 613	60 106
	TOTAL PROVISIONS (III)	75 613	60 106
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	4 371 930	3 306 157
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	43 290	37 462
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	278 595	227 120
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	285 819	285 206
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	185 119	559 591
	Autres dettes	14 453	20 595
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	13 090	37 060
	TOTAL DETTES (IV)	5 192 295	4 473 191
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	11 133 491	10 811 935



COMPTE DE RESULTAT

01/09/2023 - 31/08/2024

Nomenclature 2020 & PCG

Nomenclature 2020 &
PCG

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	44 332	36 344
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	2 422 142	2 318 001
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	3 150	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 087 649	1 994 702
Verse versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	11 611	718
Dons manuels	11 611	718
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provs	50 314	41 649
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	35 303	38 488
TOTAL I	4 654 501	4 429 902
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	46 473	31 792
Variation de stock	1 991	-2 922
Autres achats et charges externes	2 333 174	2 157 648
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	161 801	146 165
Salaires et traitements	1 363 384	1 262 472
Charges sociales	484 749	414 654
Dotations aux amortissements des immobilisations	743 454	558 178
Dotations aux provisions	23 788	14 639
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	16 248	18 956
TOTAL II	5 175 062	4 601 582
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-520 561	-171 680
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	30 667	14 941
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	30 667	14 941

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	47 790	35 396
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	47 790	35 396
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-17 122	-20 455
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-537 683	-192 135
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 037	66 959
Sur opérations en capital	139 898	132 983
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	154 934	199 942
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	222	3 067
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	222	3 067
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	154 712	196 875
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 787	3 194
Total des produits (I + III + V)	4 840 103	4 644 785
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 230 860	4 643 239
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-390 757	1 546

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	874 579	786 546
Bénévolat	0	0
TOTAL	874 579	786 546
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	874 579	786 546
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	874 579	786 546

ANNEXE

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1. Identification du Collège et Lycée Saint Joseph- Ecole Saint-Honoré
2. Faits marquants de l'exercice
3. Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Durée et dates de l'exercice comptable
2. Référentiel comptable
3. Dérogations aux principes et méthodes comptables
4. Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles
2. Dépréciations d'éléments d'actif
3. Echéance des créances et des dettes
4. Fonds associatifs
5. Subvention d'investissement
6. Provisions

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Subventions de fonctionnement
2. Effectif employé pendant l'exercice
3. Rémunération des dirigeants
4. Honoraires des commissaires aux comptes
5. Rattachement des charges et des produits à l'exercice
6. Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

1. Engagements financiers donnés et reçus
2. Contributions volontaires en nature

VI. TABLEAUX (en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

1. Tableau des mouvements des immobilisations
2. Tableau des mouvements des amortissements
3. Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
4. Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
5. Tableau des mouvements des fonds associatifs
6. Tableau de suivi des subventions d'investissement
7. Tableau des mouvements des provisions
8. Tableau de détail des concours publics et subventions

I. INFORMATIONS GENERALES

1. IDENTIFICATION DE L'OGEC :

OGEC DE MACHECOUL
14 RUE DES CAPUCINS
44270 MACHECOUL SAINT-MÊME

Etablissements :

COLLEGE ET LYCEE SAINT-JOSEPH
14 RUE DES CAPUCINS
44270 MACHECOUL SAINT-MÊME
ECOLE SAINT-HONORÉ
5 BD GRANDMAISON
44270 MACHECOUL SAINT-MÊME

Etablissement sous contrat avec l'Etat.

L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des accords conclus au sein de l'Enseignement Catholique d'autres part, d'assumer juridiquement la gestion des établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

- Finalisation des travaux d'extension du lycée- coût de l'investissement de 4 500 k€ avec une mise en exploitation en novembre 2023, un impact sur les amortissements de 186 k€.
- 1^{er} année du dispositif ERASMUS + avec 5 séjours pour Saint Joseph et 3 séjours pour les établissements du consortium, ainsi que 3 visites préparatoire, 2 mobilités individuelles, 5 formations adultes. Subvention Erasmus de 89 k€.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Pas d'évènement significatif à notre connaissance.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. DUREE ET DATES DE L'EXERCICE COMPTABLE :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

2. REFERENTIEL COMPTABLE :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'enseignement catholique).

3. DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Pas de changement de méthode sur l'exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUÉS

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	7 à 15 ans	6,66 à 14.29 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	4 à 10 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	7 à 10 ans	10 à 33,33 %
Mobilier cantine	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	5 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	5 ans	20 %
Matériel informatique	3 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	1 an	100 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. TABLEAU II).

2. DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF :

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

Indication des méthodes utilisées pour calculer les dépréciations, en particulier les dépréciations relatives aux créances usagers (familles, élèves) :

Une provision est faite à 50% pour les familles qui n'ont pas payés à la clôture de l'année en cours et à 100 % pour ceux qui ont toujours un solde depuis l'exercice précédent.

3. ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art.833-9 pour l'état des échéances des créances et art 833-13 pour les dettes).

4. FONDS ASSOCIATIFS :

Un tableau des mouvements des fonds associatifs est joint (cf. TABLEAU V).

5. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyens de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (cf. TABLEAU VII).

Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissements, permettant un suivi par projet et par financeur.

6. PROVISIONS :

Engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements retraite :

« Par exception, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation ou des engagements de retraite et avantage similaire (modalités qualifiées de modalités simplifiées) »

Les calculs de provisions pour IDR au 31/08/2024 prennent en compte un âge probable de départ en retraite de 64 ans. Les indemnités des personnels ayant atteint l'âge de 55 ans au 31/08 sont provisionnées pour 1/9^{ème} chaque année.

Ancienneté	Indemnité
< 5 ans	0,5 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,5 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,5 mois de salaire
≥ 25 ans et < 30 ans	3 mois de salaire
≥ 30 ans et < 35 ans	3.5 mois de salaire
≥ 35 ans	4 mois de salaire

Suite à l'accord du 16/09/2005, modifié le 12/12/2008, il n'y a plus lieu de provisionner des indemnités de départ à la retraite pour les enseignants, personnel de l'Etat.

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. TABLEAU VII).

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1. INFORMATION SECTORIELLE :

EFFECTIF ELEVES

TOTAL

½ PENSION

Collège

738

557

Lycée

606

440

Primaire

335

256

TOTAL

1 679

1 253

2. EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE :

Effectif employé pendant l'exercice	Personnes	ETP
Personnel cadres	20	8.55
Personnel agents de maîtrise	9	8.19
Personnel employés	39	25.59
Total	68	42.32

Effectif moyen non compris le personnel rémunéré par l'Etat.

Personnel enseignant rémunéré par l'Etat : 94 soit 87 ETP pour le collège et lycée et 17 enseignants soit 15 ETP pour l'école Saint-Honoré.

3. REMUNERATION DES DIRIGEANTS :

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération.

Nous ne publions pas la rémunération du chef d'établissement, car l'association ne comporte qu'un seul dirigeant, ce qui reviendrait à divulguer une rémunération individuelle.

4. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Honoraires commissaires aux comptes 2023-2024 : 12.7 k€.

5. RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE :

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 34 k€ et correspondent à des charges d'exploitation.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 13 k€ et correspondent à des produits d'exploitation.

6. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Le résultat exceptionnel s'élève à +154 k€ et se compose notamment de :

- Produits exceptionnels :
 - 139 k€ QP subvention d'investissement lié ANC 2018-06 (St Joseph)
 - 15 k€ régul Saur OD N-1

V. AUTRES INFORMATIONS

1. ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS :

La Fondation la Providence s'est portée caution solidaire de l'OGEC de Machecoul lors de la souscription de l'emprunt de 4.650 k€ auprès du Crédit Mutuel pour le financement des travaux de la restructuration du lycée.

Le capital de l'emprunt self restant dû au 31/08/2024 s'élève à 218 K€.

Le capital de l'emprunt en cours lycée est au 31/08/2024 de 2 558 k€

Le capital de l'emprunt en cours Administratif est au 31/08/2024 de 1 594 k €

2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE :

Cela ne se pratique pas dans l'OGEC.

Les postes « Mise à disposition gratuite de biens et services » et « Prestations en nature » correspondent aux équivalents loyers :

- Pour le collège et Lycée Saint Joseph : 701 K€

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 17 534 k€ en appliquant un coût moyen de construction de 1 472.95 € / m² à une surface de 7 664 m² pour le collège et de 4 240 m² pour le lycée.

- Pour l'école Saint-Honoré : 173 K€.

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 4 330 K€ en appliquant un coût moyen de construction de 1 472.95 € / m² à une surface de 2 940 m².

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	56 769	1 368			58 137
CORPORELLES	TOTAL I	56 769	1 368	-	-	58 137
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	309 296				309 296
	Constructions	54 612				54 612
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	13 440 434	4 517 546			17 957 980
	Installations techniques, matériel et outillage	1 017 918	11 963	1 206		1 028 675
	Installations générales, agencements, aménagements	1 304 240	139 372			1 443 612
	Autres immobilisations corporelles	17 276	-			17 276
	Matériel de transport	115 173	2 421			117 594
	Matériel de bureau et informatique	1 597 393	46 762	1 011		1 643 144
PRÊT A USAGE	Mobilier	3 949 083	479 425		4 378 182	50 325
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes sur immobilisations					
	TOTAL II	21 805 425	5 197 488	2 217	4 378 182	22 622 513
	TOTAL III	-				-
FINANCIERES	Immobilisations grevées de droit					
	Participations et créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	42				42
	Prêts et autres immobilisations financières	1 363	300	850		813
	TOTAL IV	1 405	300	850	-	855
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	21 863 599	5 199 156	3 067	4 378 182	22 681 505

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					-
	Autres immobilisations incorporelles	42 282	6 435			48 717
	TOTAL I	42 282	6 435	-	-	48 717
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	102 799	15 050			117 849
	Constructions	15 719	2 743			18 463
	Sur sol d'autrui	9 700 241	508 160			10 208 401
	Installations techniques, matériel et outillage	770 607	50 091	1 206		819 491
	Installations générales, agencements, aménagements	732 801	93 802			826 603
	Autres immobilisations corporelles	13 826	1 598			15 424
	Matériel de bureau et informatique	89 454	13 643			103 097
	Mobilier	1 258 680	51 077	1 011		1 308 747
	TOTAL II	12 684 127	736 163	2 217	-	13 418 073
	TOTAL GENERAL (I + II)	12 726 409	742 599	2 217	-	13 466 791

TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations : • Incorporelles • Corporelles • Financières				
	Stocks et en-cours				
	Comptes usagers (familles, élèves)	3 213	855	360	3 708
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	3 213	855	360	3 708
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles	3 214	855	360	3 708

ETAT DES ECHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CRÉANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHÉANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	42		42
Prêts			
Autres créances	813	813	
Sous-total créances de l'actif immobilisé	855	813	42
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	61 344	61 344	
Créances sociales et fiscales			
Autres créances (à détailler si besoin)	268 867	268 867	
Sous-total créances de l'actif circulant	330 211	330 211	
TOTAL CRÉANCES	331 066	331 024	42

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHÉANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 369 812	320 810	1 001 175	3 047 827	caution solidaire
Emprunts et dettes financières divers	2 118	2 118			
Sous-total dettes financières	4 371 930	322 928	1 001 175	3 047 827	
Dettes fournisseurs	278 595	278 595			
Dettes fiscales et sociales	285 819	285 819			
Dettes sur immobilisations	185 119	185 119			
Autres dettes	57 743	57 743			
Sous-total autres dettes	807 276	807 276			
TOTAL DETTES	5 179 206	1 130 204	1 001 175	3 047 827	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU V)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 245 809	-	-	-	1 245 809
Fonds propres statutaires		-	-	-	-
Fonds propres complémentaires		-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise		-	-	-	-
Fonds propres statutaires		-	-	-	-
Fonds propres complémentaires		-	-	-	-
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles	458 459				458 459
Réserves pour projet de l'entité					
Report à nouveau	3 464 144	1 546			3 465 690
Excédent ou déficit de l'exercice	1 546		390 757	1 546	390 757
Situation nette (sous-total)	5 169 958	1 546	390 757	1 546	4 779 201
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 108 680		117 601	139 898	1 086 383
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	6 278 638	1 546	273 156	141 444	5 865 584

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VI)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	2 989 380	117 601		3 106 981
Quote-part virée au résultat	1 880 701	139 897		2 020 598
Montant net figurant au passif du bilan	1 108 679	- 22 296	-	1 086 383

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)			Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
CR95-10	1996	REGIONS	13 187	13 187		13 187	-
CR95-10	1996	REGIONS	26 639	26 639		26 639	-
CR95-10	1996	REGIONS	32 033	32 033		32 033	-
CR95-10	1996	REGIONS	10 119	10 119		10 119	-
CR95-10	1997	REGIONS	12 623	12 623		12 623	0
CR95-10	1999	REGIONS	175 621	168 596	7 025	175 621	0
CR95-10	1999	REGIONS	37 579	36 076	1 503	37 579	0
CR95-10	1998	REGIONS	13 842	13 842	554	14 396	554
CR95-10	2000	REGIONS	36 847	33 899	1 474	35 373	1 474
CR95-10	2001	REGIONS	6 837	6 017	273	6 290	547
CR95-10	2001	REGIONS	296 849	163 267	7 421	170 688	126 161
CR95-10	2001	REGIONS	1 856	1 634	74	1 708	149
CR95-10	2002	REGIONS	3 887	3 265	155	3 421	466
CR95-10	2002	REGIONS	2 744	2 305	110	2 415	329
CR95-10	2002	REGIONS	5 984	5 026	239	5 266	718
CR95-10	2002	REGIONS	24 293	20 406	972	21 378	2 915
CR95-10	2002	REGIONS	3 020	2 537	121	2 658	362
CR95-10	2002	REGIONS	5 880	4 939	235	5 174	706
CR95-10	2003	REGIONS	8 718	6 974	349	7 323	1 395
CR95-10	2003	REGIONS	2 066	1 653	83	1 735	331
CR95-10	2003	REGIONS	33 525	26 820	1 341	28 161	5 364
CR95-10	2004	REGIONS	54 383	41 331	2 175	43 506	10 877
CR95-10	2004	REGIONS	33 324	25 326	1 333	26 659	6 665
CR95-10	2005	REGIONS	41 222	37 100	2 061	39 161	2 061
CR95-10	2007	REGIONS	20 240	10 795	675	11 469	8 771
CR95-10	2006	REGIONS	121 630	82 708	4 865	87 574	34 056
CR95-10	2010	REGIONS	15 524	6 727	517	7 245	8 279
TOTAL			1 040 472	795 844	33 556	829 400	211 072
TICE	2014-08408	REGIONS	53 000	30 367	3 533	33 901	19 099
TICE	2017-07497	REGIONS	26 191	18 892	3 274	22 166	4 025
TICE	2018-05680	REGIONS	28 733	28 733		28 733	-
TICE	2019-05673	REGIONS	31 289	25 580	6 258	31 838	549
TICE	CAC2021	REGIONS	930	2		2	932
TICE	2020-11315	REGIONS	20 751	7 133	2 594	9 727	11 024
TICE	2020-11348	REGIONS	11 748	1 526	783	2 310	9 438
TICE		REGIONS		-		-	-
TICE	2021-13063	REGIONS	29 574	7 394	3 697	11 090	18 484
TICE	2021-13180	REGIONS	28 072	7 018	3 509	10 527	17 545
TICE	2021-13181	REGIONS	949	237	119	356	593
TICE	2022-07671	REGIONS	26 762	3 345	3 345	6 691	20 072
TICE	2022-07668	REGIONS	7 756	970	970	1 939	5 817
TICE	2022	REGIONS	25 463			-	25 463

TICE	2023	REGIONS	24 374		3 047	3 047	21 327
		TOTAL	315 692	131 193	31 128	162 321	442 847
CR10-21	2007	REGIONS	10 029	5 516	401	5 917	4 112
CR10-21	2008	REGIONS	47 118	40 324	3 710	44 034	3 084
CR10-21	2009	REGIONS	17 680	12 969	1 179	14 148	3 532
CR10-21	2013	REGIONS	10 187	9 685	502	10 187	0
CR10-21	2012	REGIONS	72 513	48 399	5 054	53 453	19 060
CR10-21	2012	REGIONS	45 982	24 560	2 908	27 468	18 514
CR10-21	2013	REGIONS	68 947	36 103	4 597	40 700	28 247
CR10-21	2014	REGIONS	53 356	34 770	3 492	38 262	15 094
CR10-21	2015	REGIONS	71 338	50 486	2 586	53 072	18 266
CR10-21	2016	REGIONS	76 309	32 422	6 275	38 697	37 612
CR10-21	2017	REGIONS	69 598	20 162	466	20 628	48 970
CR10-21	2018	REGIONS	75 801	21 384	8 598	29 982	45 819
FALLOUX	2019	REGIONS	69 869	16 339	7 676	24 015	45 854
FALLOUX	2020	REGIONS	92 149	3 766	9 215	12 981	79 168
FALLOUX	2021	REGIONS	79 081			-	79 081
FALLOUX	2022	REGIONS	84 285			-	84 285
FALLOUX	2023	REGIONS	88 685			-	88 685
		TOTAL	1 032 927	356 885	56 658	413 543	1 171 532
Loi Falloux 96	1996	DEPARTEMENT	45 722	45 722		45 722	-
Loi Falloux 97	1997	DEPARTEMENT	65 557	65 557		65 557	-
Loi Falloux 98	1998	DEPARTEMENT	65 858	65 858		65 858	0
Loi Falloux 99	1999	DEPARTEMENT	28 797	27 645	1 152	28 797	-
Loi Falloux 99	2001	DEPARTEMENT	29 636	26 080	1 185	27 266	2 371
Loi Falloux 00	2001	DEPARTEMENT	60 370	53 125	2 415	55 540	4 830
Loi Falloux 01	2001	DEPARTEMENT	58 083	51 113	2 323	53 436	4 647
Loi Falloux 03	2003	DEPARTEMENT	29 801	23 840	1 192	25 033	4 768
Loi Falloux 03	2004	DEPARTEMENT	32 979	15 665	824	16 490	16 490
Loi Falloux 04	2004	DEPARTEMENT	56 781	26 971	1 420	28 391	28 391
Loi Falloux 06	2006	DEPARTEMENT	69 630	69 630		69 630	-
Loi Falloux 08	2008	DEPARTEMENT	74 920	44 952	2 997	47 949	26 971
		TOTAL	618 135	516 160	13 508	529 668	1 868 655
année	2010/2011	Taxe d'apprentissage	14 095	14 095		14 095	0
année	2010/2011	Taxe d'apprentissage	2 128	2 128		2 128	0
année	2011/2012	Taxe d'apprentissage	19 966	19 966		19 966	0
année	2012/2013	Taxe d'apprentissage	4 035	4 035		4 035	0
année	2013/2014	Taxe d'apprentissage	5 021	5 021		5 021	0
année	2013/2014	Taxe d'apprentissage	4 700	4 700		4 700	0
année	2014/2015	Taxe d'apprentissage	2 405	2 405		2 405	0
année	2015/2016	Taxe d'apprentissage	3 377	2 667	336	3 005	372
année	2016/2017	Taxe d'apprentissage	3 694	2 955		2 955	739
année	2017/2018	Taxe d'apprentissage	10 008	10 008		10 008	0
année	2018/2019	Taxe d'apprentissage	999	927	72	999	0
année	2019/2020	Taxe d'apprentissage	8 730	6 458	1 746	8 204	526
année	2019/2020	Taxe d'apprentissage	520	387	104	491	29
année	2020/2021	Taxe d'apprentissage	4 648	1 837	664	2 501	2 147
année	2021/2022	Taxe d'apprentissage	4 635	2 166	838	3 004	1 631
année	2022/2023	Taxe d'apprentissage	6 353	863	922	1 785	4 568
année	2023/2024	Taxe d'apprentissage	4 542		364	364	4 178
		TOTAL	99 855	80 619	5 048	85 666	1 971 311
			3 106 981	1 880 701	139 897	2 020 598	1 086 383

TABEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques	60 106	23 788	8 281	75 613
	Pensions et obligations similaires				
	Gros entretien				
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL	60 106	23 788	8 281	75 613
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles	3 214	855	360	3 708
		-			

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU VIII)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 914 075	1 919 219
<i>dont forfait Etat</i>	696 149	691 390
<i>dont forfait Région</i>	423 108	418 156
<i>dont forfait Département</i>	444 954	471 565
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	349 864	338 108
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	8 530	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	1 922 605	1 919 219
Subventions Etat	5 369	9 286
Subventions Région	15 485	16 795
Subventions Département	8 842	9 738
Subventions Communes et groupements de communes	46 425	39 665
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	88 923	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	165 044	75 484
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 087 649	1 994 703

OGEC MACHECOUL

Association loi 1901
14 rue des Capucins
44270 MACHECOUL – SAINT MEME

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 août 2024

BRUNO HIVERT / VANESSA VERDIER, pour la société Symbiose Audit
2 rue de la Loge
85035 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Commissaires aux Comptes
Membres de la compagnie régionale Ouest Atlantique

W

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'Assemblée,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce

Fait à la Roche-sur-Yon, le 8 janvier 2025

Pour la société **SYMBIOSE AUDIT**
Les Commissaires Aux Comptes
Bruno HIVERT / Vanessa VERDIER

**Membres de la compagnie régionale
Ouest Atlantique**

